

Le JOURNAL

de

François ASENSI

Député de Seine-Saint-Denis



Ensemble un vrai front à gauche !



François Asensi
Député de Sevrans,
Tremblay-en-France
et Villepinte
Président de la Communauté
d'agglomération Plaine de
France

Tous les Franciliens doivent pouvoir bénéficier d'une Île-de- France première classe !

« Je ne peux me résigner à ce que subsistent des injustices aussi criantes qui touchent tous les aspects de la vie sociale, économique, culturelle.

Peut-on se résoudre à ce qu'il y ait 3 fois moins de salles de cinéma en Seine-Saint-Denis qu'à Paris.

Peut-on se résoudre à ce qu'il y ait 4 fois moins de médecins par habitant en Seine-Saint-Denis qu'à Paris?

Peut-on se résoudre à ce qu'il y ait 10 fois moins de librairies par habitant en Seine-Saint-Denis qu'à Paris ?

Peut-on se résoudre à ce qu'il y ait 30 fois moins d'avocats par habitant en Seine-Saint-Denis qu'à Paris?

Peut-on se résoudre à ce que la moitié des moins de 18 ans de Seine-Saint-Denis vivent sous le seuil de pauvreté, contre 8% dans les Yvelines ? ».

Assemblée nationale, 25 novembre 2009



Ce que veulent les habitants d'Île-de-France :

- la tarification unique sur les lignes RER
- l'amélioration des transports de banlieue à banlieue
- la construction de logements
- une amélioration de leur cadre de vie
- la limitation des nuisances
- la préservation de l'environnement

À GAUCHE VRAIMENT

LES CAPITALISTES ONT TOUT FAUX



Protéger la planète : L'écologie ne peut pas être libérale

« Les pays du Nord ne peuvent décemment s'acheter une conscience en finançant des projets environnementaux douteux dans les pays pauvres, en rachetant de gigantesques forêts primaires, en privatisant la nature. Les pays en développement, principales victimes du changement climatique sans en être responsables,

« L'environnement est trop important pour être confié aux financiers ! »

continueraient à subir la domination des multinationales déjà lancées dans une gigantesque opération de verdissement. L'environnement est trop important pour être confié aux financiers ! »

Assemblée nationale,
le 21 décembre 2009

Tragédie d'Haïti : la solidarité ne peut cacher la responsabilité des États riches

« L'ampleur des conséquences du séisme n'aurait pas été la même dans un pays développé ; cette ampleur ne peut être comprise sans référence à l'ordre économique mondial et l'histoire politique de l'île. **Jamais un pays, pas plus qu'un peuple, n'a été condamné à la misère et à la domination.** Il nous incombe d'obtenir des engagements tangibles en faveur d'Haïti, de l'annulation de sa dette, de la suspension des politiques néolibérales, de la création d'une taxation des transactions financières au profit de la reconstruction du pays »

Déclaration du député, 26 janvier 2010



Service civique : faire vivre le brassage social et l'égalité des chances

« Cet ambitieux projet de société, objet d'un relatif consensus politique, achoppe principalement sur sa dimension financière, le Gouvernement se refusant à investir massivement au profit de l'avenir de notre jeunesse. L'intégration de l'ensemble d'une classe d'âge au service de missions d'intérêt général coûterait certes plusieurs milliards par an, et dépasserait de loin les 40 millions annoncés pour le service civique en 2010. Mais d'autres pays ont consenti un tel effort. Cet investissement permettrait à ces jeunes de vivre dans des conditions matérielles satisfaisantes. Il créerait des lieux de formation citoyenne où ils pourraient se confronter aux **valeurs républicaines** et se voir offrir les instruments d'une **citoyenneté effective**. »

Assemblée nationale, 3 février 2010

Taxer les transactions financières pour vraiment lutter contre la pauvreté !

Avec un euro prélevé pour 20 000 euros de transactions ce sont 143 milliards de dollars qui pourraient financer les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)

Débat sur l'identité nationale :

Il faut plus de République !

« Le véritable mal français n'est pas l'immigration, c'est l'affaiblissement de notre modèle républicain. Rien n'est pire que ces murs d'incompréhension et de discriminations qui existent au cœur de notre République, où les jeunes diplômés d'origine immigrée subissent un chômage quatre fois plus

important que les non immigrés. Où l'ensemble de la société souffre d'inégalités si criantes que le vivre ensemble est brisé. Certains à droite, au nom de leur chef, font le choix de maintenir ces murs de défiance et d'injustice, les députés communistes et républicains sont au contraire déterminés à les faire tomber ».

« Le véritable mal français n'est pas l'immigration, c'est l'affaiblissement de notre modèle républicain. »

Assemblée nationale,
4 novembre 2009

Zapping de Canal + François Asensi répond à Nicolas Sarkozy



Nicolas Sarkozy se montre satisfait : « Nous, depuis le début de la crise, on a pas fait d'erreur. On a laissé tomber personne ». Au même moment, à l'Assemblée nationale, François Asensi dit la réalité de la crise : « Vous parlez de cohésion de la Nation. Mais quelle cohésion de la Nation quand 40 % des jeunes des quartiers sensibles sont au chômage et que la moitié vit sous le seuil de pauvreté ? »
Zapping de Canal +, 2 décembre 2009



ENSEMBLE À GAUCHE VRAIMENT !